

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3705

[2004/202854]

**17 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la procédure d'autorisation de procéder à des sondages ou à des fouilles archéologiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, et notamment les articles 237 à 241;

Vu l'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne, donné le 1<sup>er</sup> avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2004;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré dans le titre III du livre IV, un chapitre IV comprenant les articles 515 à 521, rédigé comme suit :

*"CHAPITRE IV. — De la procédure d'autorisation de procéder à des sondages ou à des fouilles archéologiques*

*Section 1<sup>re</sup>. — Du délégué du Gouvernement*

Art. 515. Le délégué du Gouvernement visé à l'article 237 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine. En cas d'absence ou d'empêchement l'inspecteur général de la Division du Patrimoine est investi de la délégation.

*Section 2. — De l'octroi de l'autorisation de procéder à des sondages archéologiques ou à des fouilles*

Art. 516. La demande d'autorisation de procéder à des sondages ou à des fouilles est introduite en six exemplaires signés en original, auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception postal ou déposée, contre récépissé.

Art. 517. La demande comprend les documents suivants :

- 1° les nom et adresse du ou des demandeurs;
- 2° la localisation des travaux envisagés, avec extraits de carte au 1/10 000<sup>e</sup> et plan cadastral;
- 3° les dates prévues pour les travaux (début et fin);
- 4° la motivation de l'intérêt des fouilles ou sondages;
- 5° la présentation des compétences des responsables et la description des moyens humains et techniques disponibles;
- 6° une description des modalités d'organisation du chantier, notamment le plan de sécurité;
- 7° une description des mesures prévues pour la remise en état du terrain et la conservation éventuelle des vestiges;
- 8° la preuve d'un accord avec le propriétaire du site relatif au déroulement des travaux et à la remise en état du terrain;
- 9° la preuve d'un accord avec le propriétaire du site relatif à la dévolution des biens archéologiques et au dépôt de ceux-ci;
- 10° l'engagement de rassembler les biens archéologiques dans des dépôts agréés et accessibles aux chercheurs;
- 11° l'engagement d'établir des rapports périodiques sur l'état des travaux et un rapport final à déposer dans un délai déterminé;
- 12° le cas échéant, une copie de l'arrêté de classement du monument, du site, de l'ensemble architectural ou du site archéologique, avec localisation à l'extrait cadastral.

Art. 518. Dans les quinze jours ouvrables de la réception de la demande, si la demande est incomplète, la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine adresse au demandeur, par envoi recommandé à la poste, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Art. 519. § 1<sup>er</sup>. Dans le même délai, si la demande est complète, la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine adresse au demandeur un accusé de réception qui précise que la demande est complète. Une copie de la demande complète est envoyée par la direction générale pour information à l'administration communale, au propriétaire et le cas échéant à l'occupant du bien.

§ 2. Dans le même délai, le délégué du Gouvernement sollicite l'avis de la Commission et celui de la direction extérieure de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du ressort de l'autorisation sollicitée.

§ 3. La Commission et la direction extérieure de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine rendent leur avis dans un délai de quarante-cinq jours. A défaut, il est passé outre. Lorsque la demande d'autorisation porte sur un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne, le délai imparti à la Commission pour rendre son avis est de soixante jours.

§ 4. Le délégué du Gouvernement statue sur la demande d'autorisation, assortie le cas échéant de conditions particulières, dans un délai de nonante jours à dater de l'accusé de réception qui précise que la demande est complète. La décision motivée est notifiée au demandeur, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception. Une copie de la décision est envoyée pour information, par envoi recommandé, à l'administration communale, à la Commission, au propriétaire et le cas échéant à l'occupant du bien.

Lorsque la demande d'autorisation porte sur un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne, le délégué du Gouvernement statue sur la demande d'autorisation, assortie le cas échéant de conditions particulières, dans un délai de cent cinq jours à dater de l'accusé de réception qui précise que la demande est complète.

§ 5. Le demandeur, le propriétaire ou l'occupant du bien peuvent introduire un recours auprès du Ministre en charge du Patrimoine. Le recours est adressé à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine dans les trente jours qui suivent la réception de la décision, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

La Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine en informe les autres parties, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception. Le demandeur, le propriétaire et l'occupant sont invités par la Direction générale à une audition à laquelle la Commission est invitée à être représentée.

Le Ministre notifie au requérant et aux autres parties sa décision dans un délai de cent vingt jours à dater de la réception du recours. Une copie de la décision est envoyée pour information à l'administration communale et à la Commission.

Art. 520. Le titulaire d'une autorisation de fouilles est tenu de notifier à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, dans les quinze jours, toute modification importante des conditions de fouilles, notamment tout changement de responsable de chantier, la diminution des moyens humains et techniques disponibles, la prolongation des travaux, la découverte de vestiges d'une autre nature que ce qui était présenté dans la demande d'autorisation de fouilles, la modification des projets de remise en état du terrain ou de conservation des vestiges.

### Section 3. — De la suspension ou du retrait de l'autorisation de fouilles

Art. 521. § 1<sup>er</sup>. La décision motivée de suspension de l'autorisation de fouilles est notifiée à son titulaire par le délégué du Gouvernement, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception. Une copie de la notification est envoyée pour information à l'administration communale, au propriétaire et le cas échéant à l'occupant du bien.

Simultanément, le délégué du Gouvernement sollicite l'avis de la Commission quant au retrait éventuel de l'autorisation de fouilles. La Commission rend son avis dans un délai de quarante-cinq jours. A défaut, il est passé outre. Lorsque le bien concerné par la décision de suspension de l'autorisation de fouilles est inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne, le délai imparti à la Commission pour rendre son avis est de soixante jours.

§ 2. Dès la réception de la décision de suspension, le titulaire, ses agents et préposés ne peuvent plus effectuer aucune opération archéologique sur le bien. Toutefois, les opérations de maintenance indispensables pour assurer la sécurité et la protection des vestiges peuvent être poursuivies.

§ 3. Dans les trente jours qui suivent la réception de la notification de la décision de suspension, le titulaire de l'autorisation, le propriétaire et l'occupant du bien peuvent introduire un recours auprès du Ministre en charge du Patrimoine. Le recours est adressé à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

La Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine en informe les autres parties, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception. Le demandeur, le propriétaire et l'occupant sont invités par la Direction Générale à une audition à laquelle la Commission est invitée à être représentée.

Le Ministre notifie au requérant et aux autres parties sa décision sur le maintien ou le retrait de l'autorisation, ou sur la modification des conditions d'autorisation, dans un délai de nonante jours à dater de la réception du recours, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

Lorsque le bien est inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne, le Ministre notifie au requérant et aux autres parties sa décision sur le maintien ou le retrait de l'autorisation, ou sur la modification des conditions d'autorisation, dans un délai de cent cinq jours à dater de la réception du recours, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

En cas de retrait de l'autorisation de fouilles, la décision précise les modalités de remise en état du terrain. Une copie de la décision est envoyée pour information à l'administration communale et à la Commission.

§ 4. A défaut de recours introduit dans le délai visé au § 3, le Ministre notifie au titulaire de l'autorisation, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, sa décision sur le maintien ou le retrait de l'autorisation, ou sur la modification des conditions d'autorisation, dans un délai de nonante jours à dater de la notification par le délégué du Gouvernement de la décision de suspension de l'autorisation de fouilles. Une copie de la notification est envoyée pour information à l'administration communale, au propriétaire et le cas échéant à l'occupant du bien.

Lorsque le bien est inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne, le délai visé à l'alinéa précédent est de cent cinq jours à dater de la notification par le délégué du Gouvernement de la décision de suspension de l'autorisation de fouilles.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juin 2004

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3705

[2004/202854]

**17. JUNI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Genehmigungsverfahrens für archäologische Sondierungen und Ausgrabungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 237 bis 241;

Aufgrund des am 1. April 2004 abgegebenen Gutachtens der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 3. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Kapitel IV mit folgendem Wortlaut, der die Artikel 515 bis 521 umfasst, in Titel III von Buch IV eingefügt:

*"KAPITEL IV — Genehmigungsverfahren für archäologische Sondierungen und Ausgrabungen*

*Abschnitt 1. — Beauftragter der Regierung*

Art. 515 - Der in Artikel 237 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnte Beauftragte der Regierung ist der Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes. Bei Abwesenheit oder Verhinderung wird dem Generalinspektor der Abteilung Erbe die Vollmacht verliehen.

*Abschnitt 2 — Erteilung der Genehmigung, um archäologische Sondierungen und Ausgrabungen vorzunehmen*

Art. 516 - Der Genehmigungsantrag, um Sondierungen und Ausgrabungen vorzunehmen, wird der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes in sechs Ausfertigungen per bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben zugestellt oder bei ihr gegen eine Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung abgegeben.

Art. 517 - Der Antrag enthält die folgenden Unterlagen:

1° Name und Anschrift des bzw. der Antragsteller;

2° Standort der geplanten Arbeiten, mit Kartenauszügen i.M. 1/10 000 und Katasterplan;

3° geplante Termine für die Arbeiten (Anfang und Ende);

4° Begründung der Relevanz der Sondierungen und Ausgrabungen;

5° Darstellung der Kompetenzen der Verantwortlichen und Beschreibung der verfügbaren menschlichen Mittel und Techniken;

6° Beschreibung der organisatorischen Modalitäten für die Baustelle, insbesondere hinsichtlich des Sicherheitsplanes;

7° Beschreibung der vorgesehenen Maßnahmen für die Wiederinstandsetzung des Geländes und die eventuelle Erhaltung der Überreste;

8° Nachweis einer Vereinbarung mit dem Eigentümer der Stätte über den Verlauf der Arbeiten und die Wiederinstandsetzung des Geländes;

9° Nachweis einer Vereinbarung mit dem Eigentümer der Stätte über den Heimfall von archäologischen Gütern und deren Lagerung;

10° Verpflichtung, die archäologischen Güter in zugelassenen und den Forschern zugänglichen Lagerplätzen zu sammeln;

11° Verpflichtung, periodische Berichte über den Stand der Arbeiten und einen Schlussbericht zu erstellen, die binnen einer bestimmten Frist einzureichen sind;

12° ggf. eine Abschrift des Unterschutzstellungserlasses des Denkmals, der Stätte, des architektonischen Gefüges oder der archäologischen Stätte, mit Angabe des Standorts im Katasterauszug.

Art. 518 - Ist der Antrag nicht vollständig, so schickt die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes dem Antragsteller innerhalb von 15 Werktagen nach Eingang des Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen, wobei sie angibt, dass das Verfahren am Tag des Eingangs der fehlenden Teile von neuem anfängt.

Art. 519 - § 1. Ist der Antrag vollständig, so richtet die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes innerhalb derselben Frist an den Antragsteller eine Empfangsbestätigung, die mitteilt, dass der Antrag vollständig ist. Eine Abschrift des vollständigen Antrags wird von der Generaldirektion der Gemeindeverwaltung, dem Eigentümer und ggf. dem Bewohner des Gutes zur Information zugestellt.

§ 2. Innerhalb derselben Frist beantragt der Beauftragte der Regierung das Gutachten der Kommission und der Außendirektion der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, die für die beantragte Genehmigung zuständig ist.

§ 3. Die Kommission und die Außendirektion der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab. Mangels dessen wird es außer Acht gelassen. Wenn der Genehmigungsantrag ein Gut betrifft, das in der Liste der außergewöhnlichen Erbgüter der Wallonischen Region eingetragen ist, beträgt die der Kommission zur Abgabe ihres Gutachtens eingeräumte Frist sechzig Tage.

§ 4. Der Beauftragte der Regierung entscheidet über den Genehmigungsantrag, der ggf. mit besonderen Bedingungen verbunden wird, innerhalb von neunzig Tagen ab dem Tag der Empfangsbestätigung, die mitteilt, dass der Antrag vollständig ist. Der begründete Beschluss wird dem Antragsteller mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens mit Empfangsbestätigung zugestellt. Eine Abschrift des Beschlusses wird per Einschreiben der Gemeindeverwaltung, der Kommission, dem Eigentümer und ggf. dem Bewohner des Gutes zur Information zugestellt.

Wenn der Genehmigungsantrag ein Gut betrifft, das in der Liste der außergewöhnlichen Erbgüter der Wallonischen Region eingetragen ist, entscheidet der Beauftragte der Regierung über den Genehmigungsantrag, der ggf. mit besonderen Bedingungen verbunden wird, innerhalb von hundert fünf Tagen ab dem Tag der Empfangsbestätigung, die mitteilt, dass der Antrag vollständig ist.

§ 5. Der Antragsteller, der Eigentümer oder der Bewohner des Gutes können einen Einspruch beim für das Erbe zuständigen Minister erheben. Der Einspruch wird der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang des Beschlusses per Einschreiben bei der Post mit Empfangsbestätigung zugestellt.

Die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes informiert die anderen Parteien per Einschreiben bei der Post mit Empfangsbestätigung. Der Antragsteller, der Eigentümer und der Bewohner werden von der Generaldirektion zu einer Anhörung vorgeladen, wobei die Kommission ersucht wird, vertreten zu werden.

Der Minister stellt innerhalb einer Frist von hundert zwanzig Tagen nach Empfang des Einspruchs dem Einspruchserheber und den anderen Parteien seinen Beschluss zu. Eine Abschrift des Beschlusses wird der Gemeindeverwaltung und der Kommission zur Information zugestellt.

**Art. 520** - Der Inhaber einer Ausgrabungsgenehmigung muss der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes innerhalb von fünfzehn Tagen jegliche wichtige Abänderung der Ausgrabungsbedingungen mitteilen, insbesondere jeglichen Wechsel des Baustellenverantwortlichen, die Verminderung der verfügbaren menschlichen Mittel und Techniken, die Verlängerung der Arbeiten, das Finden von Überresten anderer Natur als derjenigen, die in dem Genehmigungsantrag für Ausgrabungen vorgestellt worden war, die Abänderung von Projekten zur Wiederinstandsetzung des Geländes oder zur Erhaltung der Überreste.

### Abschnitt 3 — Aussetzung oder Entzug der Ausgrabungsgenehmigung

**Art. 521.** § 1. Der begründete Beschluss zur Aussetzung der Ausgrabungsgenehmigung wird von dem Beauftragten der Regierung seinem Inhaber mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens mit Empfangsbestätigung zugestellt. Eine Abschrift der Mitteilung wird der Gemeindeverwaltung, dem Eigentümer und ggf. dem Bewohner des Gutes zur Information zugeschickt.

Gleichzeitig beantragt der Beauftragte der Regierung das Gutachten der Kommission über den eventuellen Entzug der Ausgrabungsgenehmigung. Die Kommission gibt ihr Gutachten innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab. Mangels dessen wird es außer Acht gelassen. Wenn das durch den Beschluss zur Aussetzung der Ausgrabungsgenehmigung betroffene Gut in der Liste der außergewöhnlichen Erbgüter der Wallonischen Region eingetragen ist, beträgt die der Kommission zur Abgabe ihres Gutachtens eingeräumte Frist sechzig Tage.

§ 2. Ab dem Empfang des Aussetzungsbeschlusses dürfen der Inhaber, seine Bedienstete und Beauftragte keine archäologische Arbeit mehr auf dem Gut ausführen. Jedoch dürfen die unerlässlichen Instandhaltungsarbeiten zur Gewährleistung der Sicherheit und zum Schutz der Überreste weitergeführt werden.

§ 3. Innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der Mitteilung des Aussetzungsbeschlusses können der Inhaber der Genehmigung, der Eigentümer oder der Bewohner des Gutes einen Einspruch beim für das Erbe zuständigen Minister erheben. Der Einspruch wird an die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes per Einschreiben bei der Post mit Empfangsbestätigung gerichtet.

Die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes informiert die anderen Parteien per Einschreiben bei der Post mit Empfangsbestätigung. Der Antragsteller, der Eigentümer und der Bewohner werden von der Generaldirektion zu einer Anhörung vorgeladen, wobei die Kommission ersucht wird, vertreten zu werden.

Der Minister teilt innerhalb von neunzig Tagen ab Empfang des Einspruchs per Einschreiben bei der Post mit Empfangsbestätigung dem Einspruchserheber und den anderen Parteien seinen Beschluss zur Beibehaltung oder zum Entzug der Genehmigung oder zur Abänderung der Genehmigungsbedingungen mit.

Wenn das Gut in der Liste der außergewöhnlichen Erbgüter der Wallonischen Region eingetragen ist, teilt der Minister innerhalb von hundert fünf Tagen ab Empfang des Einspruchs per Einschreiben bei der Post mit Empfangsbestätigung dem Einspruchserheber und den anderen Parteien seinen Beschluss zur Beibehaltung oder zum Entzug der Genehmigung oder zur Abänderung der Genehmigungsbedingungen mit.

Beim Entzug der Ausgrabungsgenehmigung werden die Modalitäten für die Wiederinstandsetzung des Geländes in dem Beschluss angegeben. Eine Abschrift des Beschlusses wird der Gemeindeverwaltung und der Kommission zur Information zugestellt.

§ 4. Wenn kein Einspruch innerhalb der in § 3 erwähnten Frist eingereicht worden ist, teilt der Minister innerhalb von neunzig Tagen ab dem Zeitpunkt, an dem der Beauftragte der Regierung den Beschluss zur Aussetzung der Ausgrabungsgenehmigung notifiziert hat, per Einschreiben bei der Post mit Empfangsbestätigung dem Inhaber der Genehmigung seinen Beschluss zur Beibehaltung oder zum Entzug der Genehmigung oder zur Abänderung der Genehmigungsbedingungen mit. Eine Abschrift der Mitteilung wird der Gemeindeverwaltung, dem Eigentümer und ggf. dem Bewohner des Gutes zur Information zugestellt.

Wenn das Gut in der Liste der außergewöhnlichen Erbgüter der Wallonischen Region eingetragen ist, beträgt die im vorigen Absatz erwähnte Frist hundert fünf Tage ab der Notifizierung durch den Beauftragten der Regierung des Beschlusses zur Aussetzung der Ausgrabungsgenehmigung.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 3** - Der Minister-Präsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juni 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 3705

[2004/202854]

**17 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de vergunningsprocedure voor de archeologische peilingen of opgravingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 237 tot 241;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen, gegeven op 1 april 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2004;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In titel III van Boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een hoofdstuk IV met de artikelen 515 tot 521 ingevoegd, luidend als volgt :

*"HOOFDSTUK IV. — Vergunningsprocedure voor archeologische peilingen of opgravingen**Afdeling 1. — Regeringsafgevaardigde*

**Art. 515.** De in artikel 237 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium bedoelde Regeringsafgevaardigde is de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. Bij diens afwezigheid of verhindering is de inspecteur-generaal van de Afdeling Patrimonium bekleed met de opdracht.

*Afdeling 2. — Toekenning van de vergunning om over te gaan tot archeologische peilingen of opgravingen*

Art. 516. De vergunningsaanvraag voor peilingen of opgravingen wordt in zes origineel ondertekende exemplaren bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs aan het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium gericht of bij hem tegen ontvangstbewijs afgegeven.

Art. 517. De aanvraag omvat de volgende documenten :

1° de naam en het adres van de aanvrager(s);

2° de lokalisatie van de geplande werken met uittreksels van kaarten op schaal 1/10 000 en kadastraal plan;

3° de voor de werken bepaalde data (begin en einde);

4° de motivering van het belang van de opgravingen of peilingen;

5° de lijst van de bevoegdheden van de verantwoordelijken en de beschrijving van de beschikbare menselijke en technische middelen;

6° een beschrijving van de modaliteiten voor de organisatie van de werf met name het veiligheidsplan;

7° een beschrijving van de maatregelen voorzien voor het herstel van het terrein en de eventuele instandhouding van de overblijfsels;

8° het bewijs van een akkoord met de eigenaar van de site betreffende het verloop van de werken en het herstel van het terrein;

9° het bewijs van een akkoord met de eigenaar van de site betreffende de devolutie van de archeologische goederen en de inbewaaring ervan;

10° de verbintenis de archeologische goederen in erkende bewaarplaatsen te verzamelen die toegankelijk zijn voor de vorsers;

11° de verplichting regelmatige verslagen op te maken over de vorderingstaat van de werken en een eindverslag in te leveren binnen een bepaalde termijn;

12° in voorkomend geval, een afschrift van het besluit tot bescherming van het monument, de site, het architectuurgeheel of de archeologische site met lokalisatie op het kadastruittreksel.

Art. 518. Binnen vijftien werkdagen na ontvangst van de aanvraag richt het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, als de aanvraag onvolledig is, een lijst van de ontbrekende stukken bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager en bepaalt het dat de procedure na ontvangst ervan opnieuw begint.

Art. 519. § 1. Als de aanvraag volledig is, richt het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium de aanvrager binnen dezelfde termijn een ontvangstbericht dat bepaalt dat de aanvraag volledig is. Een afschrift van de volledige aanvraag wordt door het directoraat-generaal voor informatie gestuurd aan het gemeentebestuur, aan de eigenaar en, in voorkomend geval, aan de gebruiker van het goed.

§ 2. Binnen dezelfde termijn vraagt de Regeringsafgevaardigde het advies van de Commissie en van de buitendirectie van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium die bevoegd is voor de aangevraagde vergunning.

§ 3. De Commissie en de buitendirectie van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium brengen advies uit binnen een termijn van vijftien dagen. In voorkomend geval wordt aan hun advies voorbijgegaan. Wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een goed opgenomen in de lijst van het buitengewoon patrimonium van het Waalse Gewest, beschikt de Commissie over zestig dagen om advies uit te brengen.

§ 4. De Regeringsafgevaardigde beslist over de vergunningsaanvraag die in voorkomend geval bijzondere voorwaarden omvat, binnen negentig dagen te rekenen van het ontvangstbericht dat bepaalt dat de aanvraag volledig is. De met redenen omklede beslissing wordt aan de aanvrager bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht medegedeeld. Een afschrift van de beslissing wordt bij aangetekend schrijven voor informatie gestuurd aan het gemeentebestuur, de Commissie, de eigenaar en in voorkomend geval aan de gebruiker van het goed.

Wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een goed opgenomen in de lijst van het buitengewoon patrimonium van het Waalse Gewest, beslist de Regeringsafgevaardigde over de vergunningsaanvraag die in voorkomend geval bijzondere voorwaarden omvat, binnen een termijn van honderd en vijf dagen te rekenen van de datum van het ontvangstbericht dat bepaalt dat de aanvraag volledig is.

§ 5. De aanvrager, de eigenaar of de gebruiker van het goed kunnen een beroep instellen bij de Minister bevoegd voor Patrimonium. Het beroep wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht gericht aan het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de beslissing.

Het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium stelt er de andere partijen bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht in kennis van. De aanvrager, de eigenaar en de gebruiker worden door het Directoraat-generaal voor een hoorzitting opgeroepen, waarop de Commissie vertegenwoordigd moet zijn. De Minister betekent zijn beslissing aan de aanvrager en aan de andere partijen binnen een termijn van honderd twintig dagen na ontvangst van het beroep. Een afschrift van de beslissing wordt voor informatie gestuurd aan het gemeentebestuur en aan de Commissie.

Art. 520. De houder van een opgravingsvergunning moet binnen vijftien dagen elke belangrijke wijziging van de opgravingsvoorwaarden mededelen aan het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, met name elke verandering van verantwoordelijke voor de werf, de vermindering van de beschikbare menselijke en technische middelen, de verlenging van de werken, de ontdekking van overblijfsels van een andere aard dan welke die voorgelegd was in de vergunningsaanvraag voor opgravingen, de wijziging van de projecten betreffende het herstel van het terrein of de instandhouding van de overblijfsels.

### *Afdeling 3. — Schorsing of intrekking van de opgravingsvergunning*

Art. 521. § 1. De met redenen omklede beslissing tot schorsing van de opgravingsvergunning wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht medegedeeld aan de houder ervan door de regeringsafgevaardigde. Een afschrift van de kennisgeving wordt voor informatie gestuurd aan het gemeentebestuur, de eigenaar en, in voorkomend geval, aan de gebruiker van het goed.

Tegelijkertijd vraagt de regeringsafgevaardigde het advies van de Commissie over de eventuele intrekking van de opgravingsvergunning. De Commissie brengt advies uit binnen een termijn van vijfenveertig dagen. In voorkomend geval wordt aan haar advies voorbijgegaan. Wanneer het bij de beslissing tot schorsing van de opgravingsvergunning betrokken goed opgenomen is in de lijst van het buitengewoon patrimonium van het Waalse Gewest, beschikt de Commissie over zestig dagen om advies uit te brengen.

§ 2. Na ontvangst van de beslissing tot schorsing mogen de houder, zijn personeelsleden en aangestelden geen archeologische werken meer uitvoeren op het goed. De onderhoudsverrichtingen die onontbeerlijk zijn om de veiligheid en de bescherming van de overblijfsels te waarborgen, mogen wel voortgezet worden.

§ 3. Binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing tot schorsing kunnen de houder van de vergunning, de eigenaar en de gebruiker van het goed een beroep instellen bij de Minister bevoegd voor Patrimonium. Het beroep wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht gericht aan het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

Het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium stelt er de andere partijen bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht in kennis van. De aanvrager, de eigenaar en de gebruiker van het goed worden door het Directoraat-generaal voor een hoorzitting opgeroepen, waarop de Commissie moet vertegenwoordigd zijn. De Minister deelt zijn beslissing over de handhaving of de intrekking van de vergunning of over de wijziging van de vergunningsvoorwaarden bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht mede aan de aanvrager en aan de andere partijen binnen een termijn van negentig dagen na ontvangst van het beroep.

Wanneer het goed op de lijst van het buitengewoon patrimonium van het Waalse Gewest opgenomen is, betekent de Minister zijn beslissing over de handhaving of de intrekking van de vergunning of over de wijziging van de vergunningsvoorwaarden bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht aan de aanvrager en aan de andere partijen binnen een termijn van honderd en vijf dagen na ontvangst van het beroep.

In geval van intrekking van de opgravingsvergunning bepaalt de beslissing de modaliteiten voor het herstel van het terrein. Een afschrift van de beslissing wordt voor informatie gestuurd aan het gemeentebestuur en aan de Commissie.

§ 4. Bij gebrek aan beroep binnen de in § 3 bedoelde termijn betekent de Minister zijn beslissing over de handhaving of de intrekking van de vergunning of over de wijziging van de vergunningsvoorwaarden bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht aan de houder van de vergunning binnen een termijn van negentig dagen te rekenen van de kennisgeving door de Regeringsafgevaardigde van de beslissing tot schorsing van de opgravingsvergunning. Een afschrift van de kennisgeving wordt voor informatie gestuurd aan het gemeentebestuur, de eigenaar en in voorkomend geval aan de gebruiker van het goed.

Wanneer het goed op de lijst van het buitengewoon patrimonium van het Waalse Gewest opgenomen is, bedraagt de in het vorige lid bedoelde termijn honderd en vijf dagen te rekenen van de kennisgeving door de Regeringsafgevaardigde van de beslissing tot schorsing van de opgravingsvergunning.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juni 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE